

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brexit : séparation historique hier

Jonas OSSOMBEY (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

Les Brexiteurs sont à la fête. Après plus de trois ans de déchirements, plus moyen de reculer, le Royaume-Uni est devenu hier le premier pays à quitter l'Union européenne. Mettant ainsi fin à un mariage houleux de 47 ans.

Après avoir été repoussé trois fois et avoir semé la zizanie des foyers britanniques aux bancs du Parlement, le Brexit a eu lieu

hier à 23H00 (heure de Londres et GMT), trois ans et demi après son vote par 52% des Britanniques au référendum de 2016. Pourtant ce clap de fin n'en est pas vraiment un. Il marque le début d'une deuxième saison dans la saga du Brexit : celles des complexes négociations sur les liens qui uniront Londres et Bruxelles après une transition jusqu'au 31 décembre, mais aussi Londres et les autres puissances comme les Etats-Unis de Donald Trump, qui lui fait des appels du pied.

"C'est le moment d'un vrai renouveau et changement national", doit dire le Premier ministre Boris Johnson dans un discours à la nation diffusé une heure avant le grand saut, tandis qu'une horloge lumineuse projetée sur Downing Street lancera le compte à rebours.

Boris Johnson réunira symboliquement son conseil des ministres à Sunderland, une ville du nord-est de l'Angleterre ayant voté à 61% pour le Brexit en 2016. Champion du Brexit, élu à une large majorité en décembre sur la promesse de le réaliser, le conservateur souhaite toutefois "unifier" pour aller "de l'avant". La tâche s'annonce difficile.

Les titres de la presse reflétaient hier l'enthousiasme des Brexiteurs comme l'appréhension de ceux qui voulaient rester dans l'UE. "Ce n'est pas une fin mais un commencement", se réjouit l'europhobe Daily Telegraph tandis que le quotidien pro-UE The Guardian titre "Petite île".

Le jour a beau être historique, il n'entraînera pas de grand changement concret dans l'immédiat, si ce n'est le retour du passeport bleu, préféré au bordeaux européen, ou la fermeture du ministère du Brexit, qui perd sa raison d'être.

Pour que la séparation se fasse en douceur, le Royaume-Uni continuera d'appliquer les règles européennes, sans avoir voix au chapitre, durant la période de transition.

Alors que les réjouissances officielles se veulent sobres, pour ne pas froisser une bonne partie de



L'Union Jack, le drapeau britannique brandi hier dans les rues de Londres

la population, les eurosceptiques les plus fervents comptent bien marquer l'événement en fanfare,

leur figure de proue Nigel Farage en tête, qui voit un vieux rêve se réaliser. Il a prévu une fête

devant le Parlement, dont la célèbre cloche Big Ben, en travaux, restera toutefois muette.

Brèves

Centrafrique : nouvel assouplissement de l'embargo sur les armes

Le Conseil de sécurité de l'ONU a approuvé hier un nouvel assouplissement, léger, de l'embargo sur les armes imposé à la Centrafrique, un sujet qui a donné lieu à des frictions entre la France et la Russie. Une résolution, rédigée par Paris, prolongeant de six mois l'embargo jusqu'au 31 juillet, a été approuvée par 13 voix pour et deux abstentions, celles de Moscou et Pékin.

Mauritanie : enquête parlementaire sur les années Aziz

Les députés mauritaniens ont mis en place une commission d'enquête pour "faire la lumière" sur les 11 années au pouvoir de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz, dont la disgrâce s'accroît six mois après avoir passé le relais à son ancien bras droit. Approuvée dans la nuit de jeudi à vendredi, la commission d'enquête parlementaire bénéficiera du soutien du parti au pouvoir, l'Union pour la République (UPR).

Bissau : la Cédéao demande des vérifications des résultats du vote

L'organisation ouest-africaine Cédéao a demandé d'ici au 7 février une vérification des procès-verbaux du second tour de la présidentielle en Guinée-Bissau afin de sortir le pays de l'impasse électorale dans laquelle il se trouve. Un mois après le second tour du 29 décembre, l'issue demeure disputée entre Umaro Sissoco Embaló, issu de l'opposition, et Domingos Simões Pereira, le candidat du PAIGC, le parti qui domine la vie politique depuis des décennies. La querelle dresse aussi la commission électorale contre la Cour suprême du pays.

J.O.

Bruxelles tourne la page

J.O (Sources : AFP)
Libreville/Gabon

Malgré les regrets, les dirigeants de l'UE sont résolus à tourner la page du Brexit pour passer à l'étape suivante, celle des négociations sur la future relation avec Londres qui s'annoncent épineuses.

A quelques heures du départ historique du Royaume-Uni, premier pays à quitter l'Union après 47 ans d'adhésion, les chefs de l'UE ont exprimé leurs "émotions mélangées" vendredi et réaffirmé la "force de l'union", à "l'aube d'une ère nouvelle".

"Nous voulons avoir le meilleur partenariat possible avec le Royaume-Uni", a assuré la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. "Mais il est clair qu'il y aura toujours une différence. Appartenir à l'Union européenne c'est quelque chose qui compte", a-t-elle aussi averti



L'UE s'active à pallier le départ britannique

lors d'une conférence de presse, aux côtés des présidents du Conseil Charles Michel et du Parlement David Sassoli, le drapeau européen en arrière-fond. Le drapeau britannique, lui, va flotter pour une dernière journée vendredi sur les institutions européennes jusqu'au départ du Royaume-Uni à minuit (23H00 GMT). Après ce Brexit "politique" s'ouvre une période de transition jusqu'à fin 2020 au cours de laquelle Londres et Bruxelles vont né-

gocier leur future relation, notamment commerciale.

Chargé de mener ces discussions côté européen, Michel Barnier doit présenter lundi les priorités de son mandat et le modus operandi de cette seconde phase. Il devrait rencontrer Emmanuel Macron hier en fin d'après-midi. Boris Johnson doit également annoncer la semaine prochaine, peut-être dès lundi, son programme de négociation, qu'il entend boucler avant la fin de l'année.